



La Libye dans le grand jeu du nouveau partage de l'Afrique

Par [Manlio Dinucci](#)

Mondialisation.ca, 25 février 2011

[Il manifesto](#) 25 février 2011

Région : [Afrique subsaharienne](#), [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Thème: [Transnationales](#)

Analyses: [Le «Printemps arabe»](#), [LE MAGHREB](#)

Ceux qui fuient la Libye ne sont pas seulement des familles qui ont peur pour leur vie et de pauvres immigrés d'autres pays nord-africains. Il y a des dizaines de milliers d'autres « réfugiés » qui sont rapatriés par leurs gouvernements par bateaux et avions : ce sont surtout des techniciens et opérateurs des grandes compagnies pétrolières. Pas seulement l'Eni (Ente nazionali idrocarburi, société nationale des hydrocarbures, NdT), qui réalise en Libye environ 15% de son chiffre d'affaires, mais aussi d'autres multinationales surtout européennes : BP, Royal Dutch Shell, Total, Basf, Statoil, Rapsol. Sont obligés aussi de quitter la Libye des centaines de Russes de Gazprom et plus de 30 mille Chinois de compagnies pétrolières et du bâtiment. Image emblématique de la façon dont l'économie libyenne est interconnectée à l'économie globalisée, dominée par les multinationales.

Grâce aux réserves de pétrole et de gaz naturel, la Libye a une balance commerciale en actif de 27 milliards de dollars annuels et un revenu moyen-haut par habitant de 12 mille dollars, six fois plus élevé que l'égyptien. Malgré les fortes disparités, le niveau de vie moyen de la population libyenne (à peine 6,5 millions d'habitants par rapport aux 85 millions en Egypte) est ainsi plus haut que celui de l'Egypte et des autres pays nord-africains. En témoigne le fait que travaillent en Libye environ un million et demi d'immigrés en majorité nord-africains. 85% des exportations énergétiques libyennes sont destinés à l'Europe : en premier lieu à l'Italie qui en absorbe 37%, suivie par l'Allemagne, la France et la Chine. L'Italie est au premier rang aussi des importations libyennes, suivie par la Chine, la Turquie et l'Allemagne.

Ce cadre saute à présent sous l'effet de ce qui se caractérise non pas comme une révolte de masses appauvries, comme celles en Egypte et Tunisie, mais comme une vraie guerre civile, due à une fracture dans le groupe dirigeant. Ceux qui ont fait le premier pas ont exploité le mécontentement contre le clan Kadhafi, mécontentement répandu surtout dans les populations de la Cyrénaïque et les jeunes des villes, à un moment où toute l'Afrique du Nord est parcourue de mouvements de rébellion. A la différence de l'Egypte et de la Tunisie, cependant, l'insurrection libyenne apparaît pré-commandée et organisée.

Emblématiques aussi les réactions dans le champ international. Pékin s'est dit extrêmement préoccupé par les développements en Libye et a « souhaité un rapide retour à la stabilité et

à la normalité ». La raison en est claire : le commerce sino-libyen est en forte croissance (d'environ 30% rien qu'en 2010), mais à présent la Chine voit mise en jeu toute l'assise de ses rapports économiques avec la Libye, de qui elle importe des quantités croissantes de pétrole. Position analogue à Moscou. Et de signe diamétralement opposé, par contre, celle de Washington : le président Obama, qui face à la crise égyptienne avait minimisé la répression déchaînée par Moubarak et fait pression pour une « transition ordonnée et pacifique », condamne sans moyens termes le gouvernement libyen et annonce avoir à sa disposition « la gamme complète d'options que nous avons pour répondre à cette crise », y compris « les actions que nous pouvons entreprendre et celles que nous coordonnerons avec nos alliés à travers des institutions multilatérales ». Le message est clair : la possibilité existe d'une intervention militaire Usa/OTAN en Libye, formellement pour arrêter le bain de sang. Tout aussi claires les raisons réelles : Kadhafi renversé, les Etats-Unis pourraient renverser tout le cadre des rapports économiques de la Libye, en ouvrant la voie à leurs multinationales, jusqu'ici exclues de l'exploitation des réserves énergétiques libyennes. Les Etats-Unis pourraient ainsi contrôler le robinet énergétique, dont dépend une grande partie de l'Europe et où s'approvisionne aussi la Chine.

Ceci advient dans le grand jeu de la répartition des ressources africaines, qui voit s'amplifier le bras de fer surtout entre Chine et Etats-Unis. La puissance militaire asiatique, en ascension - présente avec environ 5 millions d'entrepreneurs, techniciens et ouvriers en Afrique- construit des industries et des infrastructures, en échange de pétrole et autres matières premières. Les Etats-Unis, qui ne sont pas compétitifs sur ce plan, s'appuient sur les forces armées des principaux pays africains, qu'ils entraînent à travers le Commandement Africa (AfriCom), leur principal instrument de pénétration dans le continent. Maintenant, entre en jeu aussi l'OTAN qui est sur le point de conclure un traité de partenariat militaire avec l'Union africaine, dont sont membres 53 pays. Le quartier général du partenariat OTAN-Union africaine est déjà en construction à Addis Abéba : une structure très moderne, financée avec 27 millions d'euros par l'Allemagne, et baptisée « Edifice de la paix et de la sécurité ».

Edition de vendredi 25 février de il manifesto

<http://www.ilmanifesto.it/Quotidiano-archivio/25-Febbraio-2011/art21.php3>

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

Manlio Dinucci est géographe et collaborateur au quotidien italien *il manifesto*.

La source originale de cet article est [Il manifesto](#)

Copyright © [Manlio Dinucci](#), [Il manifesto](#), 2011

Articles Par : **[Manlio Dinucci](#)**

A propos :

Manlio Dinucci est géographe et journaliste. Il a une

chronique hebdomadaire "L'art de la guerre" au quotidien italien il manifesto. Parmi ses derniers livres: Geocommunity (en trois tomes) Ed. Zanichelli 2013; Geolaboratorio, Ed. Zanichelli 2014; Se dici guerra..., Ed. Kappa Vu 2014.

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexacts.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca